

# Le Libertaire

## hebdomadaire

Les anarchistes veulent instaurer un état social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquate à chaque époque.

## ABONNEMENTS POUR LA FRANCE

Un an.....	6 fr. »
Six mois.....	3 fr. »
Trois mois.....	1 fr. 50

## ADMINISTRATION ET RÉDACTION

PARIS — 15, Rue d'Orsel, 15 — PARIS

Adresser tout ce qui concerne  
La Rédaction à SILVAIRE

L'Administration à Pierre MARTIN

## ABONNEMENTS POUR L'EXTÉRIEUR

Un an.....	8 fr. »
Six mois.....	4 fr. »
Trois mois.....	2 fr. »

## C. G. T. et P. S. U.

Il faut le lire, l'article de Jouhaux, paru dans la *Bataille Syndicaliste* du 9 mai. Il faut le lire et l'enregistrer.

« Ouvriers contre Parlementaires », voilà une affirmation qu'il nous plaît de relever sous la plume du secrétaire de la Confédération générale du Travail. Elle prend ainsi une valeur remarquable : c'est bien l'opinion des syndicalistes français qui est émise.

« A la motion de Nîmes, nous répondons par la motion de Toulouse.

« Pour nous, la motion de Toulouse est bien l'émanation de la volonté ouvrière.

« L'antithèse qui existe entre ces deux motions est éclatante. Tant mieux : à cette occasion, une illusion de plus se dissiperà dans les masses prolétariennes.

« On ne pourra plus équivoquer sur la marche parallèle des deux mouvements économique et politique. »

Cette déclaration est grave et elle est significative. Elle vient à son heure aussi. Au moment où le Parti Socialiste se trouvant dans la nécessité de réaliser un article de son programme (les retraites ouvrières) est contraint de collaborer avec le Pouvoir, il était urgent pour l'indépendance du syndicalisme que son représentant le plus autorisé précisât l'attitude de la C. G. T. à l'égard du P. S. U.

C'est aujourd'hui chose faite. Jouhaux a mis « les pieds dans le plat » pour le plus grand ahurissement probable des réformistes et des aspirants « quinze-mille » qui n'ont cessé de voir dans le syndicalisme une pépinière de bons électeurs.

C'est la rupture éclatante et digne. Elle eut pu être froide et quelconque ; l'arrogance des socialistes et les trop grandes habiletés de Jaurès lui ont donné un caractère d'hostilité qui ne nous déplaît point.

Nous voyons donc la partie la plus éclairée du monde ouvrier prendre nettement position en présence des forces déviantes de la Démocratie. Dépassant de très loin l'apartheidisme naïf et impossible des premiers syndicalistes, les ouvriers organisés se déclarent anti-parlementaires. Quel chemin parcourt ! Il faut rapprocher de cette attitude les anciens Premier Mai où les syndiqués bien sages allaient déposer à l'Hôtel de Ville leurs cahiers de revendications, sous la conduite de leurs élus ; il faut se rappeler les grèves d'autrefois que les députés socialistes exploitaient pour le succès de leur propagande électorale et menaient aux lieu et place des intérêts.

Le temps qui sépare ces deux phases du syndicalisme est court, mais c'est un monde cependant qui les différencie.

A la méthode d'intervention légale a succédé l'action directe.

Débarrassé désormais d'une équivoque qui l'alourdisait, le mouvement syndicaliste va pouvoir repartir à nouveau de l'avant, plus libre, plus net et plus décisif. Son essor sera sans limite si après avoir exclu le parlementarisme extérieur des formes de son action, il sait aussi lutter contre les tendances parlementaires qui intérieurement déforment et paralyseront ses manifestations.

L'occasion est propice ; les Retraites ouvrières qu'avec la complicité du P. S. U. le gouvernement entend faire appliquer, vont nous permettre de mesurer le degré de persévérance des intentions confédérales. Jamais des circonstances aussi favorables ne se sont présentées aux syndicalistes pour démontrer matériellement leur antiparlementarisme.

Car nous espérons qu'il ne se traduira pas seulement par des paroles, mais que des actes suivront. Lesquels ? Mais tout simplement la continuation de l'opposition irréductible à la loi sur les Retraites : opposition critique, négative, sans opportunisme législatif d'aucune sorte.

Et s'il en était autrement, ce serait donner raison à M. Jaurès qui écrivait dans *l'Humanité* du 9 mai :

« Même parmi les adversaires les plus passionnés de la loi actuelle, même parmi ceux qui ont les tendances libertaires les plus marquées et qui ne croient guère qu'à « l'action directe », il n'en est aucun qui conteste la nécessité d'une loi pour organiser les retraites ouvrières et payssannes. Ils ne croient pas qu'on puisse s'en remettre à la seule initiative des individus ou des groupements du soin d'assurer les travailleurs contre la vieillesse. Ils reconnaissent que c'est un devoir social qui doit se traduire par un acte législatif et prendre la forme d'une loi. »

Mais nous avons la conviction que les déclarations de Jouhaux sont la préface d'une attitude qui va aller en s'accélérant. Les remontrances de Jaurès et les maladresses des députés socialistes ne pourront d'ailleurs que rendre plus aigu le conflit. Comment finira-t-il ? Sans doute, par le triomphe du syndicalisme qui apparaîtra aux ouvriers et aux paysans comme un moyen de défense contre l'autorité de l'Etat, et un facteur révolutionnaire capital. Le prestige du Parti et des Parlementaires en sera atteint, et leur influence sur les masses diminuée d'autant.

Et c'est pourquoi il est intéressant pour les anarchistes de souligner l'article de Jouhaux que nous considérons comme un événement très important de l'histoire Syndicaliste.

Toutefois pour qu'il prenne toute sa valeur, il serait à souhaiter qu'il ait une suite en réponse aux affirmations de Jaurès parues le même jour et que j'ai citées.

Cette suite, nous l'attendons.

Eduard Sené.



## LE COMMENCEMENT DE LA FIN

« Ils se flattent (des adversaires de la loi des retraites) de la pensée qu'ils ont tué en elle, comme en un germe écrasé, toute la suite de l'assurance sociale, toute la politique d'intervention au profit du travail. » *Humanité* du 6 mai.

« Eh ! eh ! il y a un peu de ça, M. Jaurès, quant à la politique d'intervention. Oui, la classe ouvrière préfère,

avec juste raison, l'action directe, et nous espérons bien qu'elle se maintiendra de plus en plus sur ce terrain. Socialisme parlementaire... ton café... le camp !

## ON CIVILISE

Extrait des quotidiens : « Le soir, vers cinq heures, la mehalla du commandant Brémont revenait en bon ordre. Les hommes ramenaient une vingtaine de prisonniers et de nombreux bestiaux capturés aux rebelles, dont les douars, par représailles, furent incendiés. »

Les tribus étant attaquées par le commandant Brémont dans une sortie, de quelles représailles pourrait-il être question ?

Charmant euphémisme pour exprimer l'action sauvage de ces bandits !

## A BOIRE !

Toulouse, 4 mai. — Dépêche particulière de Paris Journal. — La police ayant saisi cinq fûts d'eau-de-vie de contrebande, les avait fait porter au violon municipal. Pendant la nuit, les agents mirent l'eau-de-vie au village, et s'envirèrent confortablement. Dénoncés, ils prétendent que les fûts perdaient, mais, finalement, ils firent des aveux. Treize inculpés sont à l'abstention, mais, en attendant la décision de la justice, le maire a suspendu un sous-inspecteur, un brigadier et un sous-brigadier. D'autre part, deux agents sont poursuivis correctionnellement pour menaces de mort, violences et ivresse publique.

Voyez-vous ces « braves agents » qui se saoulement d'alcool volé, qui se livrent à des violences, menaces de mort, etc., et qui vous passent à tabac un infensif ivrogne. Mais que vont dire leurs collègues parisiens des autorités toulousaines, eux qui sont gorgés d'alcool par leurs chefs eux-mêmes avant d'être lâches, tels des molosses déchaînés, les jours de grand « raffut ».

## SURPRISES DU CHAUVINISME

A l'Opéra il y a un bibliothécaire, M. Malherbe, qui détient trois chœurs intitulés de Schumann, Dernierement, une association d'ouvriers chanteurs allemands demandait communication du manuscrit, ce que son propriétaire affirme énergiquement.

Je suis pro-pri-e-taire de cette œuvre, dit-il, et si je veux je peux la détruire. Les raisons de ce refus ? « Les paroles, écrites en 1848, sont très révolutionnaires, il ne me plaît pas que ces chœurs soient chantés par des socialistes allemands. » Et voilà.

Au Japon, le gouvernement encourageait dans les rangs des prisonniers russes la propagande révolutionnaire. C'était de bonne guerre, paraît-il. M. Malherbe — situation officielle oblige — déteste à ce point les Allemands qu'il déplait de leur fournir des motifs à chanter, même s'ils sont dirigés contre l'ordre social du pays abhorré.

Quelle mentalité...

## Pour le Libertaire

## Souscription permanente

Rontel, 0.35. — Kohler, 0.30. — Charlin, 0.30. — X., 1 fr. — Marbret, 1 fr. — En. Amo, 0.50. — V. Marrin, 1 fr. — Laplanché (Lyon), 0.50. — Rody, 0.60. — Rochon, 1 fr. 20. — C., 4 fr. — M. Laval (Reims), 0.90. — Juliet, 0.50. — Pilos, 2 fr. — Clairette, 2 fr. — Louise, 1 fr. — Un voyageur, 0.65. — Adam, 1 fr. — Kohler, 0.25. — Henri Charles, 0.25. — Garnier, 1 fr. — Giscard, 0.20. — Un ami révolutionnaire, 0.65. — G. Partu, 0.50. — Un ami du précédent, 0.50. — Durdagne, 1 fr. — Laurent L., 0.25. — Hélène, 0.85. — Mougeot, 0.50. — Fargelon, 0.60. — Groupe Théâtral du 20', 5 fr.

Pour les dockers

L. Laurent, 0 fr. 25.

Camarades,  
par tous les moyens,  
venez en aide  
au LIBERTAIRE

## LE GUEPIER MAROCAIN

## Prenez garde !

Toujours enragés de domination, toujours affamés de richesses, les ploutocrates, nos maîtres, ont si bien manœuvré qu'en est à deux doigts de la grosse expédition au Maroc.

Songez donc ! Un vaste pays tout neuf à exploiter est là, aux portes de l'Europe ; il y a là des tas de combinaisons financières à manigancer, de la main-d'œuvre pour presque rien, des mines et des terres à voler ; bref, des centaines de millions à râfler, et vous voudriez que nos requins attendissent patiemment leur heure !

Harcélés par eux, nos gouvernements, leurs valets, ont dû « intervenir » comme ils disent. Excellent prétexte pour élargir le cercle de l'occupation française et partant le champ d'exploitation de la finance. Mais les requins attendent leur heure !

Nous ne faisons qu'exécuter les conventions d'Algésiras, larmoient nos maîtres effrayés. La peur de l'Allemagne a longtemps tenu lieu de sagesse, en effet.

Mais à force de se voir évincé sur les marchés du monde par les capitalistes étrangers, nos grands brasseurs d'affaires sont devenus féroces. Les placements intérieurs ne sont pas assez fructueux à leur gré : il leur faut le Maroc à dévorer.

S'ils en arrivent à déclencher une guerre européenne, eh bien, tant pis ! Ce sera là, après tout, une splendide occasion, pour la grosse banque, de réaliser d'énormes bénéfices dans les fournitures, les emprunts et les grands tripatouillages financiers à quoi la guerre entraîne. Que leur importe le reste : les hécatombes colossales de jeunes vies, l'effroyable misère du peuple et toutes les horreurs d'un pareil fléau !

Cependant, faites attention, miséables ! Votre glotonnerie pourrait vous coûter terriblement cher. Aux premières menaces d'une déclaration de guerre, la partie consciente du peuple saura trouver les responsables. Elle connaît leurs noms et adresses. Que les requins mettent un terme à leur appetit, ou sinon qu'ils prennent garde !

Si l'émancipation du prolétariat ne doit pas sortir de leurs affreux cadavres, du moins le signal de la guerre sera-t-il, ils peuvent en être sûrs, leur arrêt de mort.

## LA TERREUR

## La bourgeoisie a peur.

Les jouisseurs de notre beau régime capitaliste, depuis le radical très socialiste jusqu'au légitimiste le plus réactionnaire, tous sont envahis par le remords des crimes commis par leur ordre sur la classe ouvrière.

Dévant leurs yeux dansent les spectres rouges de Villeneuve-Saint-Georges, Raon-l'Étape, Narbonne ; leur sommeil est coupé de cauchemars ou leurs victimes qui souffrent dans les geôles où ils les ont enfermés : Hervé, Gorian, Selinghoff et des centaines d'autres, réclamant justice ou vengeance.

Nos gouvernements sentent la colère monter au cœur de tous ceux qui sont sacrifiés aux intérêts des grandes compagnies de chemins de fer (3.000 révolus, femmes et enfants crevants de faim) ou des compagnies transatlantiques (Durand, moralement assassiné, Mathieu, mort, Couillandre et Lefrançois au bagné)...

Les bourgeois tremblent à la vue des drapeaux rouges et noirs agités par les vendredis creux de la terre. Ils sont frapnés de terreur à la vue du champagne coulant dans les caves et des châteaux en flammes.

Pour arrêter le mouvement revendicatif des vignerons, la magistrature a fonctionné, et les prisons se sont remplies ; mais le remède a fait sur les paysans champenois l'effet de l'huile sur le feu... le courant révolutionnaire s'est accentué, augmentant davantage la peur des privilégiés.

Le préfet de police qui, sous l'effet de l'éther, est parfois téméraire, Lépine lui-même a peur.

L'on dirait que les gestes qui marquent les années de 1893-94 ont frappé tout à coup l'esprit de nos maîtres, de nos gouvernements.

Les policiers craignent qu'un nouveau Ravachol vienne déposer dans leurs repaires la carte de visite vengeresse des passages à tabac du 1<sup>er</sup> mai.

Hallucinés par la terreur, l'on a tout de suite découvert un complot... un complot anarchiste.

Conspirateurs... Réunion secrète... Désignation de l'exécuteur... tout cela a été bien vite édifié ; l'on a même désigné et les endroits et les gens destinés à la vindicte anarchiste.

Pour finir le tableau et faire croire que réellement il y a complot, l'Intran-

sigeant, la Presse nous laissaient entendre que M. Mouquin était furieux d'avoir vu livrer la découverte de la police au public, mettant ainsi la puce à l'oreille des soi-disant conspirateurs.

La vérité, dans toute cette histoire, c'est que pris de peur, nos maîtres capitalistes et les chefs de leurs chiens de garde, Lépine, Hennion, etc., veulent donner un semblant de raison, un prétexte à une augmentation de la police, à un développement du mouchardage.

Devant les menaces des révolutionnaires de répondre au sabotage du Prendre Mai par le sabotage du Grand Prix, le gouvernement veut mettre à l'ombre le plus grand nombre possible des trouble-fête.

L'on fera si bien que, après 40 ans de République et de suffrage universel, l'Ordre moral, cette période abjecte qui suivit la Commune, va fleurir à nouveau.

Pour un oui, pour un non, tout individu suspect sera appréhendé et enfermé ; pour s'être dit anarchiste ou tout simplement pour parler anarchiste on se verra envoyé non plus à Mazas ou à Sainte-Pélagie, mais à la Santé, la Bastille moderne.

Les vexations du régime des Buffet, des La Roche-Bouét vont revenir avec Monis-Berteaux, leaders des républicains socialistes.

C'est, une fois de plus, ligué contre les anarchistes toutes les forces de réaction capitaliste et politique.

Et bien, nous serons à la hauteur des circonstances.

De complot terroriste, que les bourgeois se rassurent, il n'en existe point, sinon dans la cervelle de Xavier Guichard et de ses sbires ; les anarchistes ont compris les dangers des conspirations et sont fixés sur leurs résultats.

</div

# Escroquerie et Bluff

Le désarroi est grand dans le Parti socialiste unifié. La grande loi d'assistance sociale, sur les retraites ouvrières et paysannes, reçoit partout un accueil aussi significatif que peu enthousiaste.

Les travailleurs de la ville et des champs n'en veulent à aucun prix et crient à l'escroquerie.

Ils ne se bornent d'ailleurs pas à crier, mais ils affirment leur volonté très nette de ne pas se plier aux exigences de la grandissime réforme.

La presse de toutes nuances nous enregistre chaque jour de ces diverses manifestations.

La première protestation s'est manifestée dans le nombre dérisoire d'inscriptions que l'on a réussi à recueillir. Dans certaines villes, quelques dizaines, sur des milliers de bénéficiaires, ont répondu aux appels et aux objurgations lancées sous toutes les formes, par tous les moyens. Dans de nombreux centres, la population ouvrière s'est réunie sur une grande place et a brûlé solennellement les feuilles d'inscription.

Mais il y a mieux, dans plusieurs endroits, les travailleurs organisés ont décidé d'employer au besoin la grève générale pour s'opposer à tout prélevement sur leurs salaires.

Jamais peut-être une mesure législative n'avait soulevé en France une protestation aussi unanime ; aussi, M. Boncour, ministre du Travail, si optimiste au début, commence à déchanter et à avouer son inquiétude.

Les plus optimistes avouent qu'il sera très difficile, sinon impossible, de l'appliquer.

C'est cette quasi-unanimité qui suffoque Jaurès, Sémat, Dubreuilh et toute la bande des politiciens unifiés qui se sont rendus complices du gouvernement dans l'œuvre d'escroquerie et de bluff que sont les retraites.

Aussi exhalent-ils dans l'*Humanité* leur fiel en de longs articles. Jaurès rappelle sans ménagement que le Parti a collaboré à la loi, que tous les députés, sauf un, l'ont votée que le Congrès de Nîmes a décidé de la soutenir et d'aider à son application. Dubreuilh vient à la rescoufse en déclarant que la résolution de Nîmes est « la loi du parti », tant qu'un nouveau Congrès n'aura pas dégagé l'œuvre du dernier.

C'est en somme la mise en demeure aux groupes du Parti de se conformer à la discipline en aidant l'œuvre des élus, en prétant leur appui à des déclinations de Congrès.

Ceci est parfaitement logique et, jusqu'à un certain point, ne manque pas de franchise. Pour nous, il importe que la classe ouvrière sache à quoi s'en tenir sur le P.S.U. ; il faut que chacun se prononce entre les deux thèses défendues, l'une par le Parti qui se prétend l'expression politique de la classe ouvrière, l'autre par la Confédération Générale du Travail, qui est à coup sûr son expression économique.

Il n'est plus possible à l'heure actuelle de se retrancher dans l'équivoque et l'abstention, il n'est plus possible de recommander le coup de certains députés de la fraction guesdiste qui, ayant voté la loi au Parlement, la dénoncent ensuite dans les réunions publiques comme une diuperie et un vol.

La question se pose avec précision : il faut être avec le pouvoir pour la loi, avec tout l'appareil judiciaire qui va être mis en branle pour appliquer la loi contre qui, avec le patron qui menace de renvoyer l'ouvrier qui refuse de verser, ou avec le peuple tout entier qui refuse d'accepter la loi et se prépare à résister à son application.

Malgré les affirmations de Jaurès, qui prétend que les travailleurs repoussent la loi sans la connaître, nous sommes convaincus que le bon sens des prolos les a guidés aussi sûrement que toutes les connaissances des politiciens de carrière. D'ailleurs, ils sont les intéressés et envisagent sans doute les questions à un autre point de vue que les grands prêtres de l'Etat-Providence.

Je résume brièvement les raisons pour lesquelles la loi est si impopulaire. Ces raisons sont de deux ordres : matériels et morales. Les ouvriers ne veulent pas que leur maigre salaire soit grêvé d'une nouvelle charge qui retombe tout entière sur eux, quoiqu'on fasse.

Et ils ne veulent pas d'une retraite pour les morts ! En fixant l'âge de la retraite à soixante-cinq ans, les politiciens se sont franchement moqués des travailleurs. Les statistiques les plus favorables constatent que 6 p. 100 des inférés à peine peuvent atteindre cet âge ; 94 p. 100 auront donc versé pendant 25, 30 ou 35 ans sans pouvoir profiter des sacrifices consentis.

Les raisons d'ordre moral qui nous font insurger sont peut-être plus importantes. Lorsque les travailleurs s'élèvent contre la capitalisation, ils savent quelle puissance redoutable serait entre les mains du pouvoir. C'est pour les politiciens la faculté de tripoter avec l'argent arraché à la classe ouvrière. L'Etat qui, par suite de l'exode

des capitaux français à l'étranger, trouvera difficilement à emprunter, trouvera toujours à sa disposition des capitaux énormes. En outre, des sinécures nouvelles qu'il servira à créer, l'argent des ouvriers servira dans les périodes de crise à renforcer la police et l'appareil de coercition et de violence qui pèse sur nous ; en cas de conflit international, à fabriquer des canons et des navires de guerre.

Enfin, l'introduction de la carte, nous ramène aux beaux moments du livret ouvrier et institue un nouveau mode de mouchardage. On ne peut nier, certes, que la République n'ait développé, dans de grandes proportions, la noble institution de la police et ne lui ait fait une place de premier ordre. Malgré tous les progrès indéniables accomplis dans ce sens, nos hommes d'Etat ne sont pas satisfait et pensent que la fameuse loi leur procurera des fiches de tout premier ordre.

Non, citoyen Jaurès, le bon Peuple de France ne veut pas de la loi, il va ainsi à l'encontre du Socialisme d'Etat que vous représentez si brillamment, mais qui, dans l'esprit des masses exploitées, perd chaque jour du terrain. Libre à vous d'augmenter sa puissance en lui fournitant le nerf de la guerre, en augmentant ses attributions : le travailleur sait qu'il est de son intérêt de lui refuser des armes dirigées contre lui. L'Etat, c'est l'ennemi qu'il veut briser. La libération est à ce prix.

Pierre Dumas.

## A Saint-Nazaire

Saint-Nazaire, le 7 mai 1911.

Voici, très résumés, les faits qui se sont produits à Saint-Nazaire depuis huit jours.

D'abord, le 1<sup>er</sup> mai fut marqué par un chômage presque général. Un grand meeting eut lieu le matin ; les camarades Gautier, secrétaire de la Bourse du Travail ; Laplaïne, des coiffeurs, et Filliol, délégué confédéral, firent l'exposé de la situation.

Après avoir cloué au pilori les grands manitous qui exploitent la société actuelle, le camarade Filliol a fait ressortir la valeur de l'ignoble escroquerie (la loi des retraites ouvrières). Ayant demandé à ceux qui avaient 65 ans parmi les 2.000 travailleurs présents de lever la main, trois mains seulement se levèrent. Voilà, dit-il, qui fera plus que tous les écrits ; c'est la retraite pour les morts que l'on fait miroir aux yeux du prolétariat ; c'est l'escroquerie de la caisse des invalides qui renait.

À la sortie, policiers, mouchards, gendarmes et chasseurs se livrent à leur travail ordinaire. Des charges furent poussées contre des travailleurs inoffensifs, malheureusement. Quelques-uns furent piétinés, d'autres arrêtés ; voilà le bilan de la journée du premier mai. Les cosaques de la 3<sup>e</sup> République triomphèrent encore.

Quant à la grève, les mouchards racolent à domicile, le bureau du commissaire central est transformé en vrai bureau de placement. Les copains arrêtés le matin arbitrairement furent jugés l'après-midi et condamnés ignoblement. Quatre et six mois, c'est le minimum ; deux femmes ont été arrêtées et condamnées à 4 mois pour entrer à la liberté du travail. Le lendemain l'une d'elles accouche. Quel mal pouvaitelle faire la veille ?

Un meeting a eu lieu samedi en faveur des cheminots. Le commissaire central était présent : or qu'il a pris pour son grade, le pauvre gas ! Malgré sa présence, c'est par acclamation que l'ordre du jour des cheminots préconisant la grève de 24 heures a été voté. Par un vote à bulletin secret, les grévistes ont voté la continuation de la grève, moins 30 voix.

Quelle démonstration pour ceux qui prétendent que par ce vote la majorité des travailleurs serait pour la reprise du travail !

Cette semaine, nous mettrons au pied du mur M. Brichaix et ses disciples dans une réunion publique ; nous les sommerons de venir s'expliquer. Viendront-ils ?

Camarades, quel que soit le résultat, venons en aide aux vaillants lutteurs de Saint-Nazaire.

Kouault Pitré.

Nous ouvrons d'autre part, une souscription en faveur des dockers et charbonniers de Saint-Nazaire, en grève depuis un mois et dont la vaillance a besoin d'être soutenue par la solidarité effective de tous.

## Petits Pavés

LE GRAND COMPLÔT

Il y avait longtemps qu'on n'en avait eu un.

L'avons-nous eu ? Les uns disent oui, les autres non. Le Petit Parisien nous donne des détails à faire tourner le sang : « de ma concierge, le Journal annonce gravement à ses lecteurs que le complot est né dans l'imagination d'un contre à court de nouvelles. Le Journal a tort, très grand tort, car le complot a presque existé.

Oui, camarades, le grand coup a failli éclater et permettez-moi de vous faire, à son sujet, les plus terrifiantes révélations

et de vous en donner les détails sensationnels.

C'était dans la nuit du 30 avril au 1<sup>er</sup> mai, il faisait nuit noire ; rue Saint-Honoré des ombres passaient en rasant les murs, c'étaient des hommes vêtus de manteaux sombres comme leurs visages et coiffés de chapeaux à larges bords ; grâce à un mot d'ordre et à certains signes mystérieux, ils entraient dans une maison de sinistre apparence : l'Elysée. Tel l'Indien Sioux suit le sentier de la guerre, je les suivis, et, me glissant près d'un énorme pachyderme, je parvins à entrer. Nous longeâmes des corridors sans fin, nous descendîmes des marches humides, pénétrant ensuite dans de vastes souterrains aux voûtes écrasantes, aux murailles épaisse.

« Peus froid, peus peur, je faillis me trouver mal... »

Mais le devoir professionnel m'ordonna d'imiter le juif errant et le marchais pendant des minutes qui me semblaient des heures, pendant des heures qui me semblaient des siècles. Tout à coup j'aperçus une lucarne ; nous étions arrivés. Des rugissements de fauves se firent entendre : alors je assistai à une réédition d'un spectacle néronien ? Un petit vieillard pliant l'éther s'avanza vers le mastodonte.

— N'y a-t-il rien à craindre, mon cher préfet ? dit le gros bonhomme.

— Rien, le vous l'assure, ils sont enchainés.

— Pourquoi rugissent-ils ainsi ?

— C'est à la pensée de la distribution de maryland qu'ils vont faire demain, jour de manifestation.

— Brave brigade de réserve, dit le gros bouffon.

Enfin, nous arrivâmes ; je me collai dans un coin me faisant tout petit. Je regardais et reconnaissais dans le petit vieillard pliant le brave Lépine ; le gros était Fallière ; et voici Xavier Guichard. Mouquin Briand, revenu ne sait trop comment, les ministres d'hier, ceux d'aujourd'hui, ceux de demain.

La séance fut déclarée ouverte.

— Messieurs, commença Fallières, vous savez pourquoi nous sommes réunis, le peuple de Paris veut manifester demain, montrez-nous qu'il y a mieux à faire, voici la long de ce mur 15.000 marmites.

— Pas d'insinuations contre nos honnabilités, interrompit Monis.

— Il s'agit de faire sauter Paris, reprit Fallières, de faire la révolution. Etes-vous prêts ?

— Oui, oui.

— Jurez, camarades, de ne rien révéler de ce que nous décidons ce soir.

— Nous le jurons.

— Eh bien, maintenant, nous allons passer à d'autres exercices ; après avoir dansé la danse du ventre que je viens d'apprendre en Tunisie, nous chanterons en chœur la bénédiction des poignards, pardons des marmites, musique de Meyerbeer.

Et après avoir fait exécuter, en grand-maitre, quelques bonds à son nombril, Fallières entonna l'air célèbre :

— Pour une cause sainte

Obéissez sans crainte.

José Landès.

## L'Apaisement

Détente... Détente... Ouf ! Clemenceau, Briand à terre, les potrines se dégonflent et il semble que l'on va pouvoir respirer plus librement.

Berteaux, celui-là même qui vint patroner la candidature du citoyen Allemane à Paris, et Monis sont chef, ces deux leaders radicaux-socialistes au pouvoir enthousiasmés nos élus du Parti, et même certains révolutionnaires.

Pensez donc, Monis, c'est le retour du père Combès, c'est la bourgeoisie libérale triomphante, c'est par conséquent une ère de plus grande liberté que va s'ouvrir, n'est-ce pas « Sans Patrie » ?

Hélas ! Clemenceau, Briand, Monis, c'est toujours la prison ouverte aux militants ouvriers, aux révolutionnaires.

En l'emprisonnant, Clemenceau a donné le coup de grâce à l'artiste Delanoix ; Monis laisse déprimer dans sa prison Métévier, secrétaire du syndicat de l'alimentation, enfermé pour contrainte par corps et pour faits de grève, et qui, malade, réclamerait une amnistie.

Pour nous, la confiance dans le libéralisme bourgeois est disparue depuis longtemps ; la bourgeoisie est obligée de frapper pour ne pas sombrer et elle frappe.

La cour d'assises de Melun vient de condamner à dix-huit mois de prison notre ami Aubin, secrétaire des libérés des bagnes militaires.

Après lui, ce sera le tour de la Voix du Peuple et de notre camarade Grandjouan, auteur de dessins parus dans ce journal.

Enfin, c'est notre camarade Descamps qui vient d'être condamné, par défaut, à cinq ans de prison et à 1.000 francs d'amende. Heureusement, il court encore.

Mais il s'agit donc d'un bien grand crime ? dira-t-on. Oh, oui ! Gérard de la Cravache, l'organe anarchiste de Reims, dont la publication est maintenant suspendue, Descamps était poursuivi pour avoir... reproduit un article de la Barricade, lequel avait d'ailleurs passé sans encombre dans ce dernier journal.

Et c'est cela que nos républicains appellent l'apaisement.

## LE DROIT A LA VIE

Autant la reprise personnelle est chose détestable, pour toutes sortes de raisons morales et autres, autant la reprise collective est chose noble et admirable, nous ne le proclamerons jamais assez. La dignité humaine ne saurait être détruite.

Surtout lorsque le pain des travailleurs vient à manquer au logis et que des terres en friche ou des chantiers déserts ne demandent que des bras pour être mis en valeur.

Alors c'est le plus sacré des droits pour les producteurs de s'emparer de ces moyens de production dont l'égoïsme féroce de leurs possesseurs voudrait leur interdire l'approche.

Qu'est-ce que leur soi-disant droit de propriété, qu'est-ce que toutes les lois, et le « libre suffrage » et toutes les magistratures devant le droit à la vie ? Est-ce que celui-ci ne prime pas tout ? Est-ce que ceux qui produisent toute chose ne montrent pas de la magnanimité à ne réclamer que le droit de vivre par leur travail, alors qu'ils pourraient revendiquer leur légitime part des richesses par leurs produits ?

Mais les instruments du travail étant accaparés par quelques-uns, il s'ensuit un commencement de reprise à vouloir simplement se servir, pour vivre, de la terre et des outils capitalistes. Et c'est cela que signifie le geste de

ces terrassiers dont nous parlions dernièrement. Or, ce fait, gros de conséquences par l'exemple magnifique qu'il propose aux spoliés, n'est pas unique, heureusement. Déjà, dans le Midi, il y a quelque temps, les travailleurs de la terre, las de mourir lentement de faim et de voir d'immenses vignobles abandonnés s'étaient bravement mis à la besogne par troupes nombreuses et résolues.

Frappés de lock-out, les ouvriers agricoles de Marsillargues ont travaillé quand même, nous apprend aujourd'hui la *Bataille Syndicale*. La quinzaine finie, ils se présentaient samedi chez les propriétaires pour réclamer leur salaire.

Sur le refus de ceux-ci, ils revinrent dans la nuit, assaillant les demeures patronales, brisant les portes des unes, menaçant les autres. Alors, tous s'exécutèrent ; tous les salaires furent payés. À Aimargues, autre pays viticole, les mêmes faits ont commencé à se produire.

Quelle leçon d'énergie, camarades ! Prenez-en de la graine, vous tous que l'omnipotence des capitalistes prive du travail et livre à la famine pour une infime réduction dans leurs scandaleux bénéfices !

A moins de rester des brutes boîtes à presser et à fouetter ou à mourir de faim devant les richesses qu'ils ont produites, les travailleurs devront émigrer de plus en plus fort leur droit primordial à la vie. Et les choses sont ainsi faites qu'ils en arriveront, par une pente fatale, à l'expropriation générale des exploiteurs. Heureusement !

Cette propagande antimilitariste il ne tient qu'à nous de la reprendre en lui rendant l'énergie et l'intensité de jadis. Pour cela, il faut un prétexte, un point de départ, un thème quelconque sur lequel on broderait cette propagande. On n'en trouverait pas de meilleur que celui de la guerre qui vient.

On a discuté cette question dans tous les milieux anarchistes et révolutionnaires ; de nombreux militants ont expliqué dans des réunions et en de longs articles, les causes intimes de ce futur conflit capitaliste. Tout cela est bien, mais c'est loin d'être suffisant. Ce n'est pas seulement quelques individus qu'il faudrait éclairer, mais l'opinion publique toute entière. Notre presse, nos meetings habituels, qui sont plutôt devenus des réunions de camarades, ne touchent jamais que la même catégorie d'individus.

En revanche, nous disposons d'une force considérable que nous mettons bien peu souvent à profit. En France et ailleurs, il n'est pas une seule ville, pas même un seul village où il n'y ait quelques militants qui se morf

tion économique, peut-être même — *chi lo sa ?* — notre libération totale. Toujours est-il qu'on ne se battra pas pour des prunes. Sans passer pour un illuminé, on peut, on doit même espérer en une amélioration notable de la situation présente.

N'en déplaise aux soi-disant anarchistes qui, à ce moment-là, c'est-à-dire au moment de se montrer, se cacheront ou prendront la fuite, nous acherverons, nous, l'œuvre commencée par l'instruction et l'éducation, mais qui ne peut se terminer que par le fer et par le feu.

Voilà, à notre avis, la seule solution que nous puissions apporter au problème que nous pose la guerre future. Mais je ne saurais terminer cet article sans insister encore une fois sur la nécessité ou plutôt l'urgence d'une propagande antimilitariste générale, en prenant pour thème *la guerre qui vient*.

Pour cela, il est de toute nécessité de procéder comme on l'a fait l'an dernier pour la propagande antiparlementaire, à savoir :

Créer un comité d'initiative contre la guerre ;

Éditer des brochures de circonstance ;

Tirer des affiches à texte court, mais précis et significatif ;

Organiser des tournées de conférences comme celle qu'entreprend en ce moment notre camarade Girault, c'est-à-dire ayant pour but de traiter cette question de la guerre ;

Enfin bien observer le thermomètre des journaux bourgeois.

J. Goirand.

## EN TURQUIE

La Turquie traverse à l'heure actuelle une grave crise politique et économique. Le moment nous semble donc bien choisi pour publier une correspondance sur le mouvement social de là-bas que nous adressons à un camarade bien placé pour en parler en connaissance de cause.

\*\*

Avant d'étudier ici le mouvement et les idées révolutionnaires en Turquie, je trace rapidement quelques renseignements indispensables.

La Turquie est un pays composé de plusieurs races qui diffèrent beaucoup entre elles par leurs religions et leurs langues. De la haine qui existe entre ces races. Il y en a 4 principales :

1<sup>o</sup> Celle des *Turcs musulmans*, peuple descendant de Mahomet, très fanatique et très religieux, qui déteste tous les autres peuples qui vivent sur la même terre.

2<sup>o</sup> Les *Grecs ottomans*, parlant la même langue que les Hellènes de la Grèce, ayant la même religion, mais de nationalité ottomane.

3<sup>o</sup> Les *Arméniens*.

4<sup>o</sup> Enfin les *juifs*, la plupart desquels sont plus fanatiques que les musulmans eux-mêmes ; mais c'est une des premières races qui ont fait entrer le syndicalisme en Turquie.

Chacune de ces races forme, on pourra dire, un peuple à part ; les juifs ont leur Grand-Rabbin, les *Grecs et Arméniens leurs Patriarches* et les Turcs leur Cheikh-ul-Islam (commandeur de l'Islam), lequel a le droit de renverser le Sultan dans certains cas.

Il y a en outre les Albanais qui sont moitié musulmans et moitié orthodoxes, qui ont joué un grand rôle dans les deux révoltes (juillet 1908, avril 1909) et qui constituent le peuple le plus révolutionnaire en Turquie, après les Kurdes et les Arabes.

La Turquie présentait un état lamentable avant 1908. Le peuple fanatique, peureux, ignorait le mot « patrie » et adorait le Sultan jusqu'à mourir pour lui !

Le peuple — les travailleurs proprement dits — était plusieurs fois exploité. D'abord par les patrons qui, pour 12 francs par semaine, faisaient travailler leurs employés de 7 heures du matin à 8 heures du soir, sans aucun repos, même pour manger.

Les patrons et les travailleurs étaient exploités par les espions, sortes de mouchards, lesquels, pour des sommes de 5 francs et au-dessus, promettaient aux gens les plus intelligents de ne pas les emprisonner. Mais bien qu'on n'en veut qu'à la République Tenez, voyez plutôt ce qu'écrivit le sieur Lafapie dans la *République française* :

« La loi n'est pas finie et déjà les ouvriers qu'on croyait amadouer, la déclarent détestable et se considèrent comme les victimes d'une nouvelle injustice, voire d'une escroquerie. Que sera-ce lorsque les patrons retiendront, conformément à la loi, la partie de salaire destinée à gager la retraite ? C'est là que l'escroquerie, comme ils disent, leur apparaîtra évidente et palpable. Les colères grandiront d'autant plus que les patrons seront bien obligés de rattraper de leur côté la part qu'on les force à verser : ils diminueront les salaires, ou enfermeront les prix de revient de la production. De toute façon cet impôt obligatoire retombera forcément sur la classe ouvrière. »

Vous voyez bien, me dit Jean Mouton, que tout cela est dirigé contre la démocratie au profit du Roy.

Pauvre Mouton, comme il lui plait d'être tondu.

\*\*

Dans *Terre libre*, Janvion répète à tout propos qu'il n'y a pas de péril révolutionnaire, mais seulement actionnaire. Nous sommes tout à fait de son avis ; nous avons toujours dit que nous ne voulions connaître que des capitalistes, que des exploiteurs, et c'est pourquoi nous trouvons idiot de vouloir faire une différence entre ceux qui sont juifs ou francs-maçons et ceux qui ne le sont pas.

\*\*

Au sujet de la discussion, au Reichstag, à propos du discours de Guillaume II, le journal socialiste de Berlin, le *Vorwärts*, dit ceci :

« L'histoire du parlementarisme allemand est riche en manque de dignité, en basseesse, en servilité. Mais jamais le Reichstag n'avait vu une semblable prostitution de soi-même. »

Nous pouvons affirmer aux Berlinois que le Parlement français s'est montré au moins aussi vil que le Parlement allemand et que, d'ailleurs, les Parlements de tous les pays se valent.

Ce qui n'empêche pas les électruches, même socialistes, de continuer à voter.

Ernest Duté.

LES MARTYRS DE CHICAGO (1887)

Une brochure, avec portraits de spies, Ling, Fischer, Engel, Parsons, Fielden, Schwab et Nebe.

L'exemplaire, 5 centimes. Le cent, 3 fr. 50, francs.

Le meilleur moyen pour assurer l'existence du « *Liber-*

*taire* », c'est de lui faire des abonnements.

En 1888, avec nombre d'anciens blanquistes devenus anarchistes, comme Constant Martin, César Prenant avait fait partie du groupe Ca-Ira.

Le cléricalisme et la magistrature connurent en celui qui vient de mourir un ennemi acharné.

C'est un grand révolté et une noble figure du mouvement anarchiste qui vient de disparaître ; puisse la généra-

payant qu'une ou deux fois par an, rarement trois.

Toute brochure imprimée à l'étranger ou même en Turquie, qui parlait vaguement de l'état du pays, était interdite et ses possesseurs poursuivis.

Exploitation, assassinats et brigandages par les autorités elles-mêmes, voilà dans quel état était la Turquie avant juillet 1908. Et dans tout cela, c'était le peuple qui souffrait le plus.

\*\*

Une constitution a été donnée au pays. Les choses n'ont pas changé. L'exploitation continue. Mais au lieu des espions, ce sont les jeunes-turcs, au lieu que ce soit pour le Sultan, c'est pour la patrie. Rien n'a changé, si ce n'est que trois mous inconnus jusqu'alors sont venus s'ajouter au langage : « Liberté, égalité, justice », (huriète, mousavate, adalète). Cependant le Sultan Abdul-Hamid, envoi de ne plus voir couler le sang, voulut faire le même coup que lors de son avènement, c'est-à-dire fermer le Parlement sous le prétexte que le palais où il siégeait, exigeait des réparations. Pour reconquérir son pouvoir, en avril 1909, le Sultan distribue de l'argent à chaque soldat — qui n'en avaient jamais eu — pour faire le coup d'Etat. Dans la nuit du 13 avril 1909, les soldats se soulevèrent et massacrérent presque tous les officiers et chefs sortis des écoles militaires. Le peuple allait subir le même sort quelques jours après, lorsque l'armée de Salonique entra à Constantinople, renversa Abdul-Hamid et le remplaça par Mehmed, son frère. Pendant plus d'un mois, il y eut presque chaque jour une quinzaine de pendus. Le parti jeune-turc, très influent dans l'armée, étrouva tous les autres partis.

Le nouveau pouvoir étrange les cris du peuple et le rend impuissant en lui faisant faire le service militaire. Mais le peuple peu habitué à ce genre de sport ne répond pas à l'appel ; beaucoup font la sourde oreille et vont se réfugier en Grèce, en Italie ou autres pays étrangers.

Les premiers actes du parti jeune-turc au pouvoir furent de vendre les navires de guerre existants ; d'ouvrir ensuite des souscriptions nationales — pour soi-disant reconstruire la flotte — et assurer la défense de la patrie. Où est allé tout cet argent ? Mysterie. Ce qui est certain, c'est que plus de 30 millions rentrèrent dans les caisses de l'Etat, c'est-à-dire des jeunes-turcs (produits de vente des navires, des biens d'Abdul-Hamid et souscriptions nationales) et que seuls deux vieux navires desquels l'Allemagne voulait se débarrasser furent achetés.

Telle est l'œuvre des jeunes-turcs.

Dans un prochain article nous verrons ce qui fut le mouvement révolutionnaire ouvrier et quelles ont été les revendications des travailleurs.

Michel Romano.

## Carnet d'un Révolté

Comme je serrais la main de Jean Mouton, il me tendit le journal *Le Matin* et je lus ceci : « On nous télegraphie de tous côtés que de sérieuses batailles viennent d'avoir lieu à l'occasion de l'inscription pour les retraites ouvrières. L'enthousiasme est à son comble ; tout le monde veut se faire inscrire au plus vite pour pouvoir profiter de cette grande réforme démocratique. »

Hein ? me dit Jean Mouton, et cette bande de malfaiteurs et d'anarchistes qui sont à la G. G. T. qui prétendent que c'était une escroquerie ? Voilà la preuve du contraire ! Et remarquez comme les révolutionnaires font chorus avec les révolutionnaires. Cela montre bien qu'on n'en veut qu'à la République Tenez, voyez plutôt ce qu'écrivit le sieur Lafapie dans la *République française* :

« La loi n'est pas finie et déjà les ouvriers qu'on croyait amadouer, la déclarent détestable et se considèrent comme les victimes d'une nouvelle injustice, voire d'une escroquerie. Que sera-ce lorsque les patrons retiendront, conformément à la loi, la partie de salaire destinée à gager la retraite ? C'est là que l'escroquerie, comme ils disent, leur apparaîtra évidente et palpable. Les colères grandiront d'autant plus que les patrons seront bien obligés de rattraper de leur côté la part qu'on les force à verser : ils diminueront les salaires, ou enfermeront les prix de revient de la production. De toute façon cet impôt obligatoire retombera forcément sur la classe ouvrière. »

Vous voyez bien, me dit Jean Mouton, que tout cela est dirigé contre la démocratie au profit du Roy.

Pauvre Mouton, comme il lui plait d'être tondu.

\*\*

## DEUX DISPARUS

### César Prenant

Atteint de paralysie, César Prenant était entré, il y a quelques mois, à l'hôpital Tenon ; malgré un semblant de mieux-être, il fut déclaré incurable et on l'avait transporté à Iury, où il vient de mourir à l'âge de 65 ans.

Fils de cultivateur, Prenant était soldat quand la guerre franco-allemande éclata. Blessé et fait prisonnier, il revint en France comme Paris entrait en révolution. Sans hésitation, il se jette dans la mêlée, se dépensant sans compter, se battant comme un lion.

La Commune vaincue, César Prenant est du nombre des déportés. Il est envoyé à l'île des Pins où les iniquités qui se commettent là ne tordent pas à le révolter, et il entreprend de les signaler.

De retour en France, ce cœur généreux résolut, par un geste, d'attirer l'attention des ministres soi-disant républicains sur ce qui se passe à la Nouvelle-Calédonie.

Une lettre à la main, il aborda un journal Freycinet, alors ministre des travaux publics, qui inaugura un pont dans le Midi.

Pour ce fait, César Prenant, accusé d'avoir voulu assassiner le ministre, fut condamné à la prison et à l'ignoble interdiction de séjour.

N'étant pas homme à subir une injustice sans crier, il protesta, et c'est pour étouffer sa protestation que les gérants le firent interner d'abord à Béziers, puis à Clermont ; après plusieurs péripéties on le relâcha, mais pour l'interner de nouveau.

César Prenant passa six ans à la sûreté de Béziers, dans une cage de fer, réservée aux fous meurtriers, et ce n'est qu'après une vigoureuse campagne de notre camarade Malato, en 1901, que l'interné收回it sa liberté.

En 1888, avec nombre d'anciens blanquistes devenus anarchistes, comme Constant Martin, César Prenant avait fait partie du groupe Ca-Ira.

Le cléricalisme et la magistrature connurent en celui qui vient de mourir un ennemi acharné.

C'est un grand révolté et une noble figure du mouvement anarchiste qui vient de disparaître ; puisse la généra-

tion qui vient compter beaucoup d'hommes de cette trempe !

A. D.

### Aristide Delanoy

Nous avons maintenant à déplorer la mort du camarade Delanoy, l'excellent militaire et le courageux dessinateur si hautement apprécié de tous. Il disparaît à trente-sept ans, tué par les gendarmes républicaines où le célèbre dessin de d'Amade, le général bouchier, lui valut d'être interné, quoique déjà miné par la tuberculose.

Un artiste de nos amis se chargera de dire, la semaine prochaine, ce que fut Delanoy dessinateur.

## LES ARTS

### SON NOM ?

Quel est le nom du document collaborateur des *Hommes du Jour* qui nous reproche de croire que Rembrandt est né en Belgique, alors que nous avions bien spécifié que la « Belgique, patrie de Rembrandt » était une notion particulière à M. De Selva, l'éminent académicien.

Mais aussi pourquoi me suis-je attiré l'animosité des *Hommes du Jour* en méditant de Zislin, qui, comme on le sait, est sous la protection de son collaborateur Poulbot !

### 44 PROPOS DE SAGRISTA

Quelques lecteurs nous demandent si le compte rendu que nous avons donné du discours de Willette est exact, et si nous opposons le récit tout différent d'un quotidien. Mais ce dernier n'a pas raconté que Poulbot, collaborateur de la *Bataille*, de l'*Humanité* et des *Hommes du Jour*, s'était livré à de violentes manifestations patriotiques à la réception de l'Allemand Zislin, en gueulant la *Marseillaise* ? Cela étant invraisemblable, nous considérons notre version comme vraie, à moins, toutefois, que Poulbot et Willette ne nous envoient un démenti.

« LES HUMORISTES »

Encore une tentative communiste de la part des artistes que gagnent sans doute les idées syndicalistes. Pour se débarrasser de la tutelle du directeur du *Rire* qui, paraît-il, les exploitait, un groupe important de dessinateurs, parmi lesquels les plus grands : Steinlen, Forain et Willette, ont décidé de faire leurs affaires eux-mêmes et ils publient un journal où chacun est tenu à tour de charge d'assurer la rédaction et de grouper les dessins.

Il y a donc là une véritable commandité, sans que ces Messieurs s'en doutent d'ailleurs.

La semaine dernière, c'était Steinlen qui faisait fonction de rédacteur en chef et il avait orné la première page d'un beau et tragique dessin de misérables chemineaux.

Naturellement, comme parleut, il s'y glisse des non-valeurs ; ce numéro est enlaidi par un stupide dessin de Neumont, qui n'est pas même cochon, et par un Truchet qui cherche vainement à ressembler à Delaw.

## Fédération Révolutionnaire COMMUNISTE

Réunion plénière dimanche prochain 14 mai, à 2 heures, au Foyer Populaire de Belleville, 5, rue Henri-Chevreau, Paris.

Vu l'importance de la réunion, il est nécessaire que tous les camarades soient présents et que chaque groupe soit représenté.

### ORDRE DU JOUR

- 1<sup>o</sup> Manifeste, affiche, meeting.
- 2<sup>o</sup> Conférence du 4 juin.
- 3<sup>o</sup> Sortie-promenade.
- 4<sup>o</sup> Questions diverses.

C'est le lundi de la Pentecôte qu'aura lieu la promenade organisée par la F. R. C.

Cette sortie champêtre sera pour les camarades l'occasion de faire plus ample connaissance.

Ne perdant jamais de vue notre besogne d'éducation, nous profiterons de notre passage dans différentes localités pour y distribuer journaux et brochures, et nous joindrons ainsi, au plaisir d'une promenade agréable, la satisfaction d'avoir semé un peu de nos idées.

C'est ainsi que quelques camarades vont lancer des points

## Communications

ROUEN  
A M. le directeur du *Journal de Rouen*.

Monsieur,

A la rubrique *Les réunions du 1<sup>er</sup> mai* (*Sotteville*) a paru, le 2 mai dans votre journal un article relatif en termes aussi mensongers qu'absurdes le thème de ma conférence et des chansons que j'ai interprétées.

Les seuls arguments (?) du reporter consistaient en ceci : que j'étais un cabotin de bas étage et que j'avais la voix fausse, — chose que tout le monde savait d'ailleurs, ayant moi-même annoncé à la tribune que je n'avais aucune prétention artistique.

Quelle pitrerie manière de discuter ! N'eût-il pas été préférable que ce défenseur de l'« ordre » vînt à la tribune exposer ses idées ? Le public aurait vu alors ce qu'elles valent en face de notre critique sociale.

Ce monsieur me reproche en outre de vendre mes chansons. Mais ne vend-il pas les petites insanités qu'il écrit ? Tous les conférenciers ne vendent-ils pas leurs brochures ? Mais tout cela est moins que rien, ce qui est ou qui voudrait être autrement grave, ce sont les poursuites qui le démontrent contre moi.

Je savais déjà que, dans l'affaire des poursuites contre Humbert, de *Génération consciente*, votre journal avait tuyauté des policiers. Je vois maintenant que votre personnel est recruté parmi la vile espèce des policiers eux-mêmes.

Le style de l'article en question est d'un crétin : le fond est d'un lâche et d'un moucharde. Et je signe :

LANOFF,  
114, rue Clignancourt. Paris.

LONGWY

A une bourrique

La bourrique spéciale de la gare est polynomial, priée de ne pas aller raconter comme il le fait auprès de tous les gros bourgeois radicaux du pays, les renseignements sur certains camarades que son métier démontre lui fait connaître.

Qui profit de la présente note pour la fermer, car il pourra lui en cuire, des camarades étant décidés à lui faire respecter le secret professionnel.

Plusieurs Camarades.

### AIDONS-NOUS

Nous renouvelons l'appel de la compagnie qui est restée seule avec quatre enfants à élever. Les réponses qu'elle a reçues n'ayant pas eu de suite, elle rappelle qu'elle désirerait trouver un camarade qui voudrait bien se charger de deux de ses enfants. Il y a urgence. — Ecrire au *Libertaire*.

Vient de paraître :  
**CHAMPS, USINES, ATELIERS**  
Par Pierre KROPOTKINE

Un volume : 2 fr. 75 ; Franco : 3 fr. 25.

### BROCHURES

#### ANARCHISME

Les Martyrs de Chicago..... 0 95 0 10  
Aux jeunes gens (Kropotkine)..... 0 10 0 15  
La morale anarchiste (Kropotkine)..... 0 10 0 15  
Communisme et anarchie (Kropotkine)..... 0 10 0 15  
L'Etat et son rôle historique (Kropotkine)..... 0 25 0 30  
Entre Paysans (Malesta)..... 0 10 0 15  
Aux anarchistes qui s'ignorent (Ch. Albert)..... 0 10 0 15  
A B. C. du libertaire (Lerminal)..... 0 15 0 20  
L'Anarchie (Malesta)..... 0 05 0 15  
Evolution et Révolution (E. Reclus)..... 0 10 0 15  
Arguments anarchistes (Beaure)..... 0 20 0 25  
La question sociale (S. Faure)..... 0 10 0 15  
Les Anarchistes et l'Affaire Dreyfus (S. Faure)..... 0 15 0 20  
Organisation, initiative, cohésion, (Jean Grave)..... 0 10 0 15  
Le patriote par un bourgeois, suivi des Déclarés, d'Emile Henry..... 0 15 0 20  
Le Congrès anarchiste d'Amsterdam..... 0 25 0 15  
Rapports au congrès antiparlementaire..... 0 50 0 60  
Les déclarations d'Etévant..... 0 10 0 15

#### ANTIMILITARISME

Le manuel du soldat..... 0 10 0 15  
La chair à canon (Manuel Devaldès)..... 0 15 0 20  
Aux conscrits..... 0 05 0 15  
Lettres de ploumous (Ficher)..... 0 10 0 15  
L'antimilitarisme (Hervé)..... 0 10 0 15  
Colonisation (Jean Grave)..... 0 10 0 15  
Contre le brigandage marocain..... 0 15 0 20  
La Révolte du 17..... 0 10 0 15

#### SOLOGIE (SYNDICALISME, ANTIPARLEMENTARISME, etc.)

Pages d'histoire socialiste (Tcharkosoff)..... 0 25 0 30  
Le loi des salaires (J. Guesde)..... 0 10 0 15  
Le droit à la paix (Lafargue)..... 0 10 0 15  
Boycottage et sabotage..... 0 10 0 15  
Le Maréchal (Jean Grave)..... 0 10 0 15  
Grève et sabotage (Fortuné Henry)..... 0 10 0 15  
L'A B C syndicaliste (Georg. Veyet)..... 0 10 0 15  
Les responsabilités et la solidarité dans la lutte ouvrière (Netta)..... 0 10 0 15  
Mystification patriotique et solidarité prolétarienne (Slackelberg)..... 0 10 0 15  
Les maisons qui tuent (M. Petit)..... 0 10 0 15  
Le syndicalisme dans l'évolution sociale (Jean Grave)..... 0 10 0 15  
Grève générale réformiste, grève générale révolutionnaire (C. G. T.)..... 0 10 0 15  
Le Syndicat (Pouget)..... 0 25 0 30  
Les lois scolaires..... 0 05 0 15  
La grève générale Artlido Blandi)..... 0 10 0 15  
Syndicalisme et révolution (D. Pierrot)..... 0 10 0 15  
Le parti du travail (Pouget)..... 0 10 0 15  
Le syndicat socialiste (Hervé)..... 0 10 0 15  
Le désordre social (Hervé)..... 0 10 0 15  
Vers la Révolution (Hervé)..... 0 10 0 15  
Politique et socialisme (Ch. Albert)..... 0 60 0 65  
Les travailleurs des villes aux travailleurs des champs (Ch. Malo)..... 0 10 0 15  
L'illusion parlementaire (Laisant)..... 0 10 0 15

PARIS  
Œuvre de la Presse révolutionnaire. — Vendredi 12 mai à 8 h. 1/2 réunion du groupe au bureau du *Libertaire* 15, rue d'Orsel.

Aux Peintres en Batiment. — Les Camarades anarchistes, libertaires et révolutionnaires de la corporation sont invités à se rendre à la réunion du vendredi 12 mai à 8 h. 1/2, salle Julian, boulevard Magenta N° 1.

Jeunesse Révolutionnaire du 20<sup>e</sup>. — Le groupe de la Jeunesse Révolutionnaire adresse à tous les jeunes syndicalistes, révolutionnaires, libertaires, un pressant appel et les invite à grossir ses rangs.

La Jeunesse ayant décidé des sorties entre camarades, la première aura lieu le dimanche 14 mai à 6 heures du soir, assemblée générale au siège, 41, rue Thubaneau.

Groupe Libertaire. — Samedi 13, à 8 h. au local, 5, rue du Pont. Soirée de famille et causerie par un copain.

SAINT-NAZAIRE

Groupe Libertaire Nazaire. — Réunion le dimanche 14 mai, à 9 h. 1/2 du matin, à la Maison du Peuple, 45, rue Ville-ses-Martin.

Ordre du jour : Discussions à prendre pour la conférence du chansonnier Lanoff. Tous les camarades, tous les révolutionnaires sont priés d'assister à cette réunion.

OUILLINS

Groupe Libertaire. — Samedi 13, à 8 h. au local, 5, rue du Pont. Soirée de famille et causerie par un copain.

MARSEILLE

Comité de Défense Sociale. — Dimanche 14 mai, à 6 heures du soir, assemblée générale au siège, 41, rue Thubaneau.

CAUSSE

Groupe Libertaire. — Samedi 13, à 8 h. au local, 5, rue du Pont. Soirée de famille et causerie par un copain.

SAINTE-MARIE

Groupe Libertaire. — Samedi 13, à 8 h. au local, 5, rue Ville-ses-Martin.

ORDRE DU JOUR

DISCUSSIONS

ORD